

# LETTRE OUVERTE D'UN ECRIVAIN A LA JUNTE MILITAIRE

BDIC



*Rodolfo Walsh*

**Centre Argentin d'Information  
et de Solidarité**

BDIC

**27 Av. de Choisy**



**75013 PARIS**

1) La censure de la presse, la persécution des intellectuels, la perquisition de ma maison, l'assassinat de mes amis les plus chers et la perte d'une fille morte en vous combattant, tels sont quelques uns des faits qui m'obligent à recourir à cette forme d'expression clandestine, après avoir manifesté publiquement mes opinions comme écrivain et journaliste pendant presque trente ans.

Le premier anniversaire de la Junte militaire a donné lieu à des discours et des textes officiels, où l'on procède à un bilan de l'action gouvernementale, et où ce que vous appelez des succès sont des erreurs, ce que vous reconnaissez comme des erreurs sont des crimes, ce que vous passez sous silence sont des désastres et des calamités.

Le 24 mars 1976, vous avez renversé un gouvernement dont vous faisiez partie, et à l'impopularité duquel vous aviez contribué, en tant qu'exécutants de sa politique répressive. Le terme de ce gouvernement était fixé par des élections qui devaient se dérouler neuf mois plus tard. Dans une telle perspective, ce n'est pas seulement le mandat transitoire d'Isabel Martínez de Perón que vous avez annulé, mais la possibilité d'un processus démocratique par lequel le peuple aurait remédié aux maux que vous avez aggravés et perpétrés.

Illégitime quant à son origine, votre gouvernement aurait pu trouver une légitimation de fait en reprenant le Programme approuvé par 80 % des Argentins aux élections de 1973, et qui reste l'expression objective de la volonté populaire, unique signification possible de cet « être national » que vous invoquez si souvent.

Vous avez choisi le chemin opposé, en appuyant les idées et les intérêts de minorités qui paralysent le développement des forces productives, exploitent le peuple et disloquent la Nation. Une telle politique ne saurait être imposée que temporairement, en interdisant les partis, en plaçant les syndicats sous contrôle militaire, en bâillonnant la presse et en instituant la terreur la plus profonde qu'ait jamais connue la société argentine.

2) 15 000 disparus, 10 000 prisonniers, 4 000 morts, des dizaines de milliers de personnes condamnées à l'exil : voilà les chiffres qui expriment crûment cette terreur.

Une fois les prisons remplies, vous avez créé dans les principales garnisons du pays des camps de concentration, où ne peuvent rentrer aucun juge, aucun avocat, aucun journaliste, aucun observateur international. Le secret militaire des procédures, présenté comme une nécessité des enquêtes, transforme la plupart des arrestations en enlèvements, et autorise la torture illimitée et les exécutions sommaires (1).

Au cours de cette dernière année, plus de 7 000 recours d'Habeas Corpus ont été rejetés. En ce qui concerne des milliers d'autres cas de disparition, la demande d'Habeas Corpus n'a même pas été présentée, soit que les familles des victimes en connaissent par avance l'inutilité, soit qu'elles n'aient trouvé aucun avocat qui puisse s'en charger — les quelques 50 ou 60 membres du barreau susceptibles de le faire ayant à leur tour été séquestrés.

Vous avez aussi supprimé toutes les limites temporelles de la torture. Puisque le détenu n'« existe » pas, il est impossible de le présenter au juge dans les dix jours suivant son arrestation, ainsi que l'exige une loi jusqu'ici respectée dans les rares moments répressifs des dictatures antérieures.

A la suppression de toute limite temporelle vient s'ajouter l'abolition de toute limitation dans les méthodes elles-mêmes. On en revient à présent aux époques où l'on s'attaquait directement aux membres et aux viscères des victimes — mais cette fois avec des moyens chirurgicaux et

pharmacologiques dont ne disposaient pas les anciens bourreaux. Le chevalet, le tour, l'écorchement, la scie des inquisiteurs médiévaux ont fait leur réapparition dans les témoignages, en même temps que la « gégène » (*picana*), le bain forcé et le chalumeau (2).

L'extermination de la guérilla, selon vous, est la fin qui justifie tous les moyens auxquels vous avez recourus. A force de concessions dans ce sens, vous en êtes arrivés à la torture absolue, à la torture intemporelle, quasi métaphysique dans la mesure où l'objectif initial — obtenir des renseignements — disparaît peu à peu de l'esprit malade de ceux qui la pratiquent, et cède la place au désir de broyer la substance humaine pour l'anéantir et lui faire perdre la dignité que les bourreaux ont perdue. Cette dignité que vous avez vous-même perdue.

3) Que la Junte militaire se refuse à publier le nom des personnes arrêtées ne fait que dissimuler l'exécution d'otages dans des lieux inhabités, à l'aube, sous couvert de « combats » fictifs ou d'imaginaires « tentatives d'évasion ».

Des « extrémistes » ont été surpris en train de distribuer des tracts dans la campagne, de peindre des slogans sur des trottoirs, ou s'étaient entassés à dix dans une voiture qui a pris feu... Ces phrases stéréotypées tirées d'un scénario écoulé ne sont évidemment pas destinées à convaincre ; elles ne servent qu'à prévenir de possibles réactions internationales face à des massacres en règle. On sait bien en haut lieu qu'il s'agit de représailles effectuées sur les terrains même où a agi la guérilla.

70 personnes fusillées après l'explosion d'une bombe au siège de la Sécurité fédérale ; 55 après l'attentat du Département de Police de La Plata ; 30 après celui du ministère de la Défense ; 40 lors du massacre du Nouvel An, qui a suivi la mort du colonel Castellanos ; 19 après l'explosion qui a détruit le commissariat de Ciudadela. 1 200 exécutions au total, effectuées au cours de 300 soi-disant combats, où l'on n'a compté aucun blessé chez les opposants et aucun mort dans les forces dont vous aviez le commandement.

Coupables d'une faute collective (dont la notion même est réprouvée par toute justice civilisée), incapables de changer le cours d'une politique qui a mené aux faits pour lesquels ils sont arrêtés, la plupart de ces otages sont des délégués syndicaux, des intellectuels, des parents de guérilleros, des opposants non armés, voire de simple suspects que l'on tue pour équilibrer la balance des pertes, selon la doctrine étrangère du *body-count* employée par les nazis en Europe et par les envahisseurs du Vietnam.

A la seule lecture de ces communiqués militaires, il paraît évident que les guérilleros blessés ou capturés au combat sont systématiquement achevés : attribuer 600 morts à la guérilla en un an, et seulement 10 à 15 blessés, c'est là une proportion qu'on n'a encore jamais observée, même dans les conflits les plus sanglants. Cette impression se confirme à la lecture d'un dossier de presse qui circule clandestinement, et qui révèle qu'entre le 18 décembre 1976 et le 3 février 1977, les forces de l'ordre ont enregistré 23 morts et 40 blessés dans 40 combats réels, alors que la guérilla compterait 63 morts et aucun blessé (3).

Plus de 100 prévenus ont été également abattus lors de « tentatives d'évasion ». La version des faits fournie par la Junte a uniquement pour but d'avertir la guérilla et les partis que même les prisonniers politiques « officiels » constituent une espèce de « réserve stratégique » d'otages, dont les commandants peuvent disposer selon l'évolution des combats, l'intérêt tactique ou l'humeur du moment.

té radical Mario Amaya a été tué à coups de matraque, l'ancien député Muniz Barreto a eu la nuque brisée d'un coup. Témoignage d'une survivante : « *Picana* » (torture par l'électricité) sur les bras, les mains, les cuisses, près de la bouche chaque fois que je pleurais ou que je priais... Toutes les 20 minutes, ils ouvraient la porte et me disaient qu'ils allaient me transformer en charcuterie avec la scie électrique dont on entendait continuellement le bruit. »

C'est ainsi que le général Benjamin Menendez, commandant en chef du Troisième Corps de l'Armée de Terre (Cordoba) a gagné ses lauriers bien avant le 24 mars 1976 avec l'assassinat de Marco Osatinsky, puis — après le coup d'Etat — avec la mort de Hugo Vaca Narvaja et de 50 autres détenus, grâce à diverses « applications » de la « Loi de fuite », exécutés sans pitié et racontés sans pudeur (4).

L'assassinat de Dardo Cabo, arrêté en avril 1975 et fusillé le 6 janvier 1977 avec 7 autres prisonniers dans la zone du Premier Corps d'Armée (commandé par le général Suarez Mason), montre à l'évidence que ces exécutions ne sont pas des « bavures » dues aux « débordements » de quelques centurions hallucinés : il s'agit bien de la politique que vous planifiez dans vos États-Majors, que vous discutez en tant que Commandants des Trois Armes et que vous approuvez en tant que membres de la Junte du Gouvernement.

4) Depuis que vous avez interdit toute information concernant les découvertes de cadavres, près de 3 000 personnes ont été massacrées en secret. Certains cas ont pourtant pu être révélés, soit parce qu'ils concernaient des pays limitrophes, soit à cause de l'importance du génocide perpétré, soit à cause de l'horreur qu'ils ont provoquée au sein de vos propres troupes (5).

25 corps mutilés sont venus s'échouer sur les côtes uruguayennes entre mars et octobre 1976 — une faible partie des « cargaisons » de torturés emmenés à l'École de mécanique de la Marine, puis jetés dans le Rio de la Plata par vos vaisseaux de guerre. Parmi eux, un enfant de 15 ans, Floréal Avellaneda, a été trouvé pieds et poings liés ; d'après l'autopsie, il présentait « des blessures dans la région anale et des fractures visibles ».

En août 1976, un amateur de plongée sous-marine a découvert au fond du lac San Roque, dans la province de Cordoba, un véritable cimetière lacustre. Le commissariat de la zone a refusé d'enregistrer sa déclaration, et les journaux n'ont jamais publié la lettre qu'il leur a envoyée (6).

Les 34 cadavres découverts à Buenos-Aires entre le 3 et le 9 avril 1976, les 8 autres de San Telmo, le 4 juillet, les 10 morts du Rio Lujan le 9 octobre... ne font qu'annoncer les massacres du 20 août : 30 morts à une quinzaine de kilomètres du Campo de Mayo, 17 à Lomas de Zamora.

Ici s'arrête insoutenable l'affirmation selon laquelle il s'agirait de bandes extrémistes de droite, héritières des « Trois A » de Lopez Rega, capables de traverser en camions militaires la plus grande garnison du pays, de tapisser de morts le Rio de la Plata ou de jeter les prisonniers à la mer en utilisant les transports de la Première Brigade (7), sans que la général Videla, l'amiral Massera et le général de brigade Agosti ne s'en aperçoivent ! Les « Trois A » sont aujourd'hui les Trois Armes, et la Junte Militaire que vous présidez ne représente ni l'équilibre impartial entre des « violences de signes distincts », ni le juste arbitre entre « deux terrorismes » : elle constitue la source de la Terreur, qui a perdu tout contrôle et ne peut que balbutier le discours de la mort (8).

3. *Chaîne informative*, Message n° 4, février 1977.

4. Une version exacte apparaît dans la lettre envoyée à l'évêque de Cordoba, Monseigneur Primatesa, par les prisonniers de la prison où sont détenus les accusés : « Le 17 mai, sous prétexte d'une visite à l'infirmerie, 6 camarades sont retirés de prison et fusillés. Il s'agit de Miguel Angel Mosse, Jose Scagusa, Diana Fidelman, Luis Vazon, Ricardo Yung, Eduardo Hernandez ; le Troisième Corps de l'Armée de Terre informa qu'ils avaient été tués lors d'une « tentative d'évasion ».

Le 29 mai Jose Pucheta et Carlos Sgadurra sont retirés de prison ; Sgadurra avait été torturé au point de ne plus pouvoir se tenir debout, car il souffrait de plusieurs fractures des membres inférieurs. On annonça ensuite qu'ils avaient été abattus lors d'une « tentative d'évasion ».

5. Selon les journaux, 63 cadavres ont été découverts dans les premiers jours du gouvernement militaire. Une projection annuelle donne le chiffre de 1 500 victimes. Ce chiffre pourrait être doublé, car depuis janvier 1976, l'information journalistique est incomplète. Une estimation globale vraisemblable des victimes de la Junte donne : Morts

Une même continuité historique lie l'assassinat du général Carlos Prats, sous le gouvernement précédent, à l'enlèvement et à la mort du général Juan José Torres, de Zelmar Michelini, d'Hector Gutierrez-Ruiz, et de dizaines d'autres réfugiés : on a voulu leur tuer toute possibilité de processus démocratiques en Bolivie, en Uruguay et au Chili (9).

Le Département des Affaires étrangères de la Police fédérale, dirigé par des officiers qui ont reçu, des bourses de la CIA par l'intermédiaire de l'AID (Agence Interaméricaine de développement), comme les commissaires Juan Gattei et Antonio Gettor (eux-mêmes soumis à l'autorité du Chief Station de la CIA en Argentine, M. Gardner Hataway), participe directement à tous ces crimes. Cela promet des révélations semblables à celles qui ont déjà bouleversé l'opinion publique internationale. Révélations qui ne se borneront certainement pas à montrer le rôle joué par cette Agence dans la création de « La Loge des Libérateurs de l'Amérique », en étroite coopération avec des Commandants de l'Armée dirigés par le général Menendez. La « Loge » a remplacé les « Trois A », puis laissé la place à la Junte, quand celle-ci s'est chargée d'assumer ses fonctions au nom des Trois Armes.

Il faut également inclure à ce sinistre tableau les règlements de compte personnels, comme l'assassinat du capitaine Horacio Gandara, qui enquêtait depuis dix ans sur la corruption et les escroqueries économiques et morales de certains chefs de la Marine, ou celui du journaliste Horacio Novillo, de Prensa Libre, tué à coups de couteau et retrouvé à moitié calciné, après la publication d'un article qui dénonçait les liens unissant le ministre Martínez de Hoz à certains monopoles internationaux.

A la lumière de pareils forfaits, la définition de la guerre donnée par l'un de vos chefs prend tout son sens : « le combat que nous menons ne reconnaît aucune limite morale ou naturelle ; il se situe par delà le bien et le mal » (10).

5) Mais ces crimes, qui révoltent la conscience du monde civilisé, ne constituent qu'une minime partie des souffrances et des atteintes aux droits de l'homme que vous infligez au peuple argentin. C'est dans la politique de votre gouvernement que l'on doit chercher, non seulement l'origine de vos crimes, mais aussi une atrocité plus grande encore, qui s'abat sur des millions d'êtres humains : la misère planifiée.

En un an, vous avez réduit de 40 % le salaire des travailleurs. Vous avez rabaisé de 30 % leur participation au revenu national. Vous avez élevé de 6 à 18 heures la journée de travail dont a besoin un ouvrier pour pouvoir remplir « le panier familial » (11), et ressuscité ainsi des formes de travail forcé qui n'existent même plus dans les ultimes réduits coloniaux.

En bloquant les salaires à coups de crosse, alors que les prix continuent de monter, en abolissant toute forme de revendication collective, en interdisant les assemblées et les commissions internes, en allongeant les horaires de travail, en frappant de chômage 9 % de la population active (12) et en envisageant d'augmenter ce pourcentage avec 3 000 000 nouveaux licenciements, vous avez ramené les relations de

en combats : 600. Fusillés : 1 300. Exécutés en secret : 2 000. Divers : 100. Total : 4 000.

6. Lettre d'Isaías Zanotti, diffusée par ANCLA, agence clandestine de presse.

7. « Programme » dirigé entre juillet et décembre 1976 par le Commandeur Mariani, chef de la Ire brigade. Des transports Fokker F-27 furent utilisés pour ces opérations.

8. Le chancelier amiral Guzzetti a admis, dans un reportage publié par le journal *La Opinion* (3-10-76), que « le terrorisme de droite n'était pas du terrorisme, mais un anti-corps ».

9. Le général Prats, dernier ministre de la Défense du président Salvador Allende, tué par l'explosion d'une bombe en septembre 1974 à Buenos Aires. Les anciens parlementaires uruguayens Michelini et Gutierrez-Ruiz furent découverts criblés de balles le 2/5/76. Le cadavre du général Torres, ancien président de Bolivie, fut découvert le 2/6/76, après que le général Harguindey, actuel ministre de l'Intérieur et ex-chef de la Police d'Isabel Martínez, l'eût accusé d'avoir « simulé » son enlèvement.

1. Depuis 1977, la Junte militaire a commencé à publier des listes incomplètes de nouveaux détenus et de « libérés », qui sont en réalité des inculpés cessant d'être « à la disposition du Pouvoir exécutif », sans pour autant sortir de prison. Le secret militaire qui entoure les noms des milliers de prisonniers crée les conditions nécessaires à leur torture et à leur ultérieure exécution.

2. Le dirigeant péroniste Jorge Lizaso a été écorché vif, l'ancien député

production à ce qu'elles étaient au début de l'ère industrielle. Quand les travailleurs ont voulu protester, vous les avez qualifiés de « subversifs » ; vous avez enlevé des commissions entières de délégués. On a retrouvé les cadavres de certains, et les autres n'ont plus jamais reparu (13).

Les résultats de cette politique ont été fulgurants. Au cours de cette première année de gouvernement, la consommation alimentaire a diminué de 40 % ; les dépenses-vêtements de plus de 50 %. Quant aux médicaments, ils ont pratiquement disparu du budget des couches populaires.

Dans certaines zones du grand Buenos Aires, la mortalité infantile dépasse 30 %, chiffre qui nous ramène aux niveaux de la Rhodésie, du Dahomey ou des Guyanes. Des maladies comme la diarrhée estivale, les affections parasitaires et la rage atteignent ou même dépassent les pires records mondiaux. Pour comble — comme si vous poursuiviez sciemment de tels objectifs — vous avez réduit le budget de la Santé publique à moins d'un tiers des dépenses militaires ; vous avez supprimé les hôpitaux gratuits, alors que des centaines de médecins et de techniciens prennent le chemin de l'exil, poussés par la terreur, les bas salaires ou les licenciements dits « rationnels ».

Il suffit d'arpenter quelques heures le Grand Buenos Aires pour constater avec quelle rapidité une telle politique le transforme en un vaste bidonville de 10 millions d'habitants. Des quartiers à moitié plongés dans l'obscurité ; des faubourgs entiers privés d'eau, parce que les industries monopolistes polluent les nappes souterraines ; des kilomètres de rues transformées en bourbiers, parce que vous n'entretenez que les quartiers militaires et ne décorez que la Plaza de Mayo. Le fleuve le plus large du monde, le Rio de la Plata, a été pollué sur toutes ses plages, car les associés du ministre Martinez de Hoz y déversent leurs déchets industriels ; l'unique mesure que vous ayez prise à cet égard a été d'interdire aux gens de s'y baigner.

En ce qui concerne les objectifs abstraits de l'économie, dont vous aimez entretenir le « pays », vous n'avez guère été plus heureux. Une baisse du PNB approchant 3%, une dette extérieure s'élevant à 600 dollars par tête d'habitant, une inflation annuelle de 400%, une augmentation de la masse monétaire qui a atteint en une seule semaine de décembre 9%, une baisse de 13% des investissements internes — voilà encore des records mondiaux, et les étranges fruits d'une froide délibération et d'une complète incapacité.

Alors que tous les organes créateurs et protecteurs de l'Etat s'atrophient jusqu'à tomber dans l'anémie pure et simple, un seul continue à croître et à prendre toujours plus d'autonomie. 1 800 millions de dollars — l'équivalent de la moitié des exportations — ont été attribués en 1977 au budget de la Défense et de la Sécurité. 4 000 nouveaux postes ont été créés dans la Police fédérale, et 1 200 dans la Police de la Province de Buenos Aires, avec des salaires doubles de celui d'un ouvrier et triples de celui d'un directeur d'école. Quant aux salaires des militaires, ils ont été secrètement augmentés de 120% à partir de février. Tout cela prouve qu'il n'existe ni blocage des salaires ni chômage au royaume de la torture et de la mort — seul secteur d'activité du pays où le PNB croisse encore, et où le cours du guerrillero abattu monte plus rapidement que celui du dollar.

6) Dictée par le Fonds monétaire international, selon une recette appliquée indifféremment au Zaïre, au Chili, en Uruguay et en Indochine, la politique de la Junte a pour seuls bénéficiaires la vieille oligarchie terrienne, la nouvelle

oligarchie spéculatrice, et un groupe de monopoles internationaux, avec en tête de liste ITT, Esso, les grandes compagnies automobiles, la US Steel, Siemens — auxquels Martinez de Hoz et les membres de son cabinet sont étroitement liés.

En 1976, une augmentation de 722% des prix du bétail a souligné l'ampleur de la restauration oligarchique entreprise par Martinez de Hoz, en accord avec le credo de la Société rural exprimé par son Président, Celedonio Pereda : « Nous sommes très surpris de voir qu'il existe des groupes, restreints mais actifs, qui continuent à affirmer que les aliments doivent être bon marché <sup>14</sup>. »

Une Bourse du Commerce où on a pu, sans aucun travail, réaliser des gains de 100 ou de 200% en une semaine, où certaines entreprises ont doublé leur capital du jour au lendemain sans pour autant produire davantage ; la spéculation effrénée sur le dollar, les titres et les valeurs ajustables, l'usure, qui calcule maintenant ses prix à l'heure — voilà des phénomènes bien curieux pour un gouvernement qui s'était proposé d'en finir avec le « festin des corrompus ».

En dénationalisant les banques, on place l'épargne et le crédit aux mains des banques étrangères. En indemnisant ITT et Siemens, on verse des primes à des entreprises qui ont volé l'Etat. En rendant leurs postes de distribution d'essence à Shell et à Esso, on augmente leurs bénéfices. En baissant les tarifs douaniers, on crée des emplois à Hong Kong ou à Singapour, et du chômage en Argentine.

Face à tout ceci, il convient de se demander qui sont les apatrides évoqués par les communiqués officiels, qui sont les mercenaires placés au service des intérêts étrangers, et quelle est l'idéologie qui menace l'« être national ».

Si une propagande massive — reflet déformé de ces innombrables forfaits — ne prétendait pas que cette Junte cherche la paix, que le général Videla défend les droits de l'homme, que l'amiral Massera respecte la vie, il serait possible de demander aux Commandants en Chef des Trois Armes de méditer un moment sur l'abîme auquel ils conduisent le pays, sous couvert d'éliminer la guérilla. Elimination illusoire, car même si le dernier des guerrilleros était abattu, la guerre ne ferait que recommencer sous d'autres formes : les causes qui provoquent la résistance du peuple argentin depuis plus de vingt ans ne disparaîtraient pas, et seraient même aggravées par le souvenir des massacres et des atrocités commises.

Telles sont les réflexions qu'en ce premier anniversaire de leur funeste gouvernement, j'ai voulu faire parvenir aux membres de cette Junte, sans espoir d'être écouté, avec la certitude d'être poursuivi, mais fidèle à l'engagement que j'ai contracté il y a déjà bien longtemps : celui de témoigner dans les moments difficiles.

Rodolfo Walsh  
CI 2845 022

10. Selon le journal *La Razon* du 12/6/76, le lieutenant-colonel Hugo Pascarelli, chef du 1er Groupe d'Artillerie de Ciudadela, serait le responsable de 33 exécutions entre le 5 janvier et le 3 février 1977.

11. Union des Banques Suisses ; renseignement correspondant au mois de juin 1976. La situation s'est encore aggravée par la suite.

12. *Journal Clarin*.

13. Parmi les dirigeants nationaux séquestrés, on compte Mario

Aguire, du Syndicat de l'administration publique ; Jorge di Pasquale, Syndicat de la pharmacie ; Oscar Smith, du Syndicat de l'Électricité (Luz y Fuerza). Les enlèvements et assassinats de délégués ont particulièrement touché les syndicats de la métallurgie et des chantiers navals.

14. *Prensa Libre* du 16/12/76.

